

ETAT DES IMPRIMEURS ET LIBRAIRES DE POITIERS

de 1800 à aujourd'hui

Mon travail porte sur l'inventaire des imprimeurs et libraires de Poitiers de 1800 à aujourd'hui. Pourquoi 1800, simplement parce que le travail sur les périodes antérieures a déjà été fait par un membre de la Société des Antiquaires de l'Ouest, Augustin de la Bouralière, et publié en 1904.

Jusqu'en 1870, il est assez facile de les dénombrer, car ils devaient avant de s'installer obtenir de l'Etat un brevet. Le nombre de ces brevets étaient limités en fonction notamment de la population de la commune (un peu comme pour les pharmacies aujourd'hui). Toutefois, la procédure étant longue, certains préfets ont été plus ou moins laxistes en permettant parfois à des professionnels de s'installer avant l'obtention dudit brevet.

A partir de 1870, l'installation fut libre, la seule obligation étant d'en faire la déclaration en préfecture. Le nombre des imprimeurs ou libraires n'a depuis cessé d'augmenter.

Si jusqu'en 1829, il n'y avait que deux imprimeurs et trois libraires à Poitiers, au total sur toute la période étudiée, j'arrive à dénombrer 201 personnes, sachant que beaucoup cumulent les deux activités.

Ce travail est un puzzle qui relève de plusieurs domaines :

- la généalogie, pour reconstituer le curriculum vitae des intéressés et les sortir de l'oubli,
- l'histoire locale, car pour situer les entreprises, il faut tenir compte de l'évolution urbanistique,
- l'histoire tout court, quand des événements viennent modifier le parcours de vie des intéressés parfois tragiquement mais d'autres fois de manière surprenante,
- la sociologie, car quelques femmes, le plus souvent célibataires ou veuves ont trouvé leur place à une époque où pour elles le travail extérieur n'était pas courant.

Mais ce travail m'a aussi amenée à envisager la possibilité de nombreuses collections, toutes dans le domaine du « vieux papier » :

- Les factures (non seulement celles des intéressés mais aussi celles qu'en qualité d'imprimeurs ils ont produites pour d'autres commerçants)
- Les livres qu'ils ont édités et (ou) imprimés
- Les autres travaux d'impression (bons-points des établissements scolaires, cartes postales, menus, images pieuses et faire-part)
- Les documents publicitaires utilisés (marque-pages, protège-livres, protège-cahiers, buvards, catalogues tarifaires)
- avec encore une spécificité pour au moins quatre imprimeurs, (Arthur Gué, Elie Baelde, Lucien Ruel, et Richard-Laleu) à savoir les étiquettes de luxe pour alcools ou fromages.

Cette recherche est pour moi comme une chasse au trésor, source de plaisir, surtout lorsque je trouve ce que je ne cherchais pas.

Quelques exemples :

Sur les questions d'urbanismes :

La librairie DAUVIN se situait au 18 de la rue de la Place d'Armes. Mais avec le percement de la rue Victor Hugo (à l'époque rue Impériale) elle disparut en même temps que le numéro 16. Son occupant se déplaça au 17 rue de la Halle (actuellement rue Carnot). Deux photographies (avant et après) d'Alfred PERLAT sont reproduites à la page 68 de l'ouvrage collectif « Images révélées » disponibles dans la bibliothèque de notre association.



Photographie d'Alfred PERLAT de 1884

Même situation pour la première imprimerie d'**Alexandre DUPRÉ** au 10 rue de la Mairie (actuelle rue Gambetta et dont les précédents propriétaires étaient établis depuis le 18^{ème} siècle : CHEVRIER, CATINEAU puis SAURIN) qui disparut lors de la percée de la rue « Neuve de la Mairie » aujourd'hui nommée rue Bourbeau.

DUPRÉ fit construire un nouvel établissement au 5 de la rue Impériale, abritant l'imprimerie et les bureaux du Journal de la Vienne, avec un accès sur la rue des Hautes Treilles (actuelle rue Théophraste Renaudot).



Photographie format carte de visite d'Alfred PERLAT

Puis dans les années 1920 jusqu'en 1945, l'imprimerie fut rachetée par Marc TEXIER. Le jardin a disparu, pour céder la place à de nouveaux bâtiments s'étendant au numéro 7 de la rue Victor Hugo.



Carte postale servant de rappel d'abonnement au Journal de l'Ouest ayant circulé en 1921

Aujourd'hui, il ne reste rien de cette construction, remplacée par l'hôtel IBIS Styles et la Caisse d'Épargne.

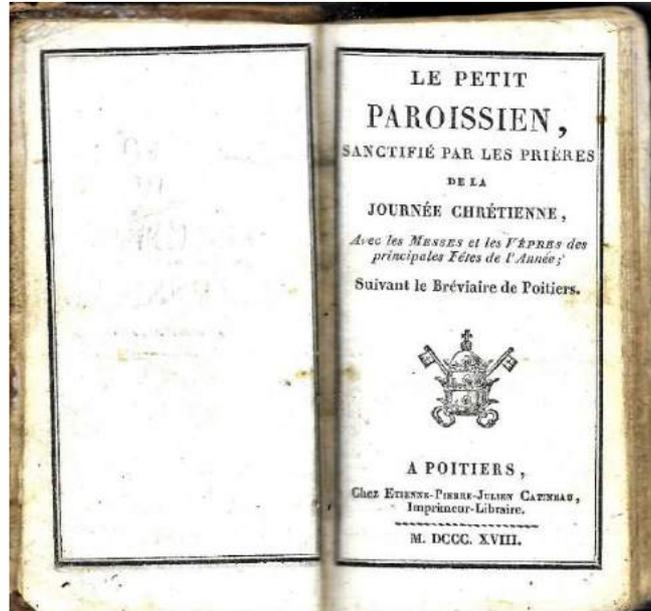


Cliché A. NOWAK

Sur les désastres venant modifier les parcours de vie :

Le cas d'**Etienne-Pierre-Julien CATINEAU** est particulièrement saisissant.

La profession d'imprimeur était souvent dangereuse si l'on était jugé opposé au pouvoir en place. Sans être antiroyaliste, E-P-J- CATINEAU était ce qu'aujourd'hui on nommerait de « gauche libérale », ce qui ne l'empêchait pas de publier des livres religieux.



Ouvrage imprimé en 1818

Il était l'un des deux seuls imprimeurs de la ville avec François Aimé BARBIER qui lui était purement conservateur et royaliste.

Or, le procureur général de l'époque MANGIN, était un ultra royaliste, qui le prit en grippe et n'eut de cesse de le poursuivre de sa vindicte à l'occasion des comptes rendus du procès en cour d'assises contre le Général BERTON.

Pour mémoire, BERTON avait fomenté une conspiration en vue de renverser non pas le roi Louis XVIII mais le gouvernement ultra. Il fut condamné et décapité. Les historiens s'accordent pour reconnaître que sa défense avait été outrageusement entravée.

CATINEAU fut poursuivi et condamné une première fois le 14 septembre 1822 par la cour d'assises de Poitiers à un mois de prison et 1 000 francs d'amende pour compte rendu infidèle du procès et mauvaise foi ; il forma opposition contre cet arrêt prononcé par défaut et fut acquitté peu après, le 26 décembre 1822 par la Cour de cassation.

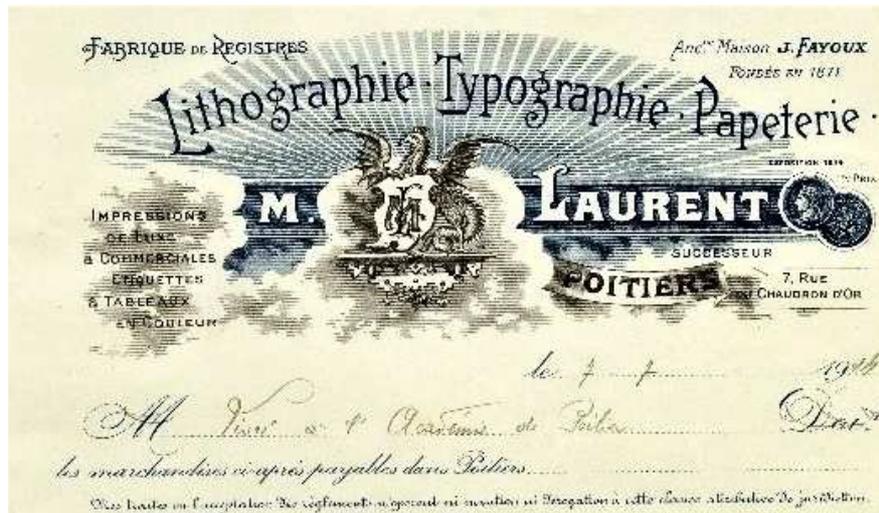
Voir Affiches de Poitiers du 19 décembre 1822 (AD 86)

Poursuivi à nouveau en 1825, cette fois pour avoir publié une notice nécrologique flatteuse vis-à-vis d'un ancien conventionnel, Charles COCHON comte de LAPPARENT, et accusé à ce titre d'avoir commis un outrage à la morale publique en faisant l'apologie du régicide. Bien qu'argumentant que cet ancien préfet de la Vienne avait été réintégré dans l'ordre de la Légion d'Honneur par LOUIS XVIII, il fut condamné par le tribunal correctionnel à quinze mois de prison et 3 000 francs d'amende, jugement confirmé en appel le 24 août 1825. Frappé d'apoplexie le jour même, il perdit la mémoire et ses facultés mentales. Il dut vendre son imprimerie et mourut peu après.

Voir Affiches de Poitiers du 28 juillet 1825 pages 432 et 433 (AD 86)

Mais il y a aussi les conséquences des guerres :

Michel LAURENT est linotypiste à La Roche-sur-Yon quand il se marie en 1911 avec Joséphine ABELLARD. Celle-ci est libraire et se hâte de vendre sa librairie pour permettre à son époux d'acheter une imprimerie à Poitiers rue du Chaudron d'Or.



Malheureusement, lorsque la guerre de 1914 est déclarée, Michel LAURENT est mobilisé et tué le 12 avril 1916. Sa veuve revend l'imprimerie et ouvre une librairie au 28 rue Magenta, qu'elle cède en 1925.

En 1945, à la libération, une loi et des décrets furent pris pour dissoudre les organes de presse ayant collaboré avec l'ennemi et confisquer leurs biens. Le Journal Centre-Ouest appartenant à **Marc TEXIER** en fit l'objet. Il argua pourtant que les allemands l'avait démis des fonctions de rédacteur en chef, ne le jugeant pas assez zélé. Rien n'y fit, le Journal passa aux mains des responsables du journal de la résistance « Le Libre Poitou ».



Calendrier de poche

Sur les faits sociologiques :

- Les migrations

Les **époux PASSARET** étaient natifs de Melles, un village de Haute Garonne, où la majeure partie des habitants étaient colporteurs et ont fini par s'établir ailleurs (1184 habitants en 1846 pour seulement 90 en 2020). Eux ont fini par se sédentariser, comme libraires, à Poitiers où un autre mélois était déjà installé, le libraire **Jacques MOTHE**.

En sens inverse, le cas de **Jean Vincent de Paule GRANGÉ** qui, après avoir été directeur de l'Ecole Normale, s'installe libraire en 1843, rue des Trois Piliers, puis rue Saint-Porchaire. Il disparaît en 1846 après avoir vendu sa librairie pour motifs de santé.

En fait, par l'acte de transcription du décès de son épouse, on apprend qu'ils avaient émigré en Algérie. C'était la grande période, où la conquête étant achevée, un afflux de population vint y chercher des terrains libres et l'espoir de richesses. Il y avait repris sa profession d'instituteur, mais mourut avant 1855.

Son confrère **Jean Chéri dit Charles FRADET**, libraire rue de la Mairie, était lui aussi parti en 1844 en Algérie. Il y est mort sans descendance en 1876.

De même, **Vincent FERRIER**, imprimeur rue de la Mairie, sans doute salarié chez SAURIN, jusqu'en 1846, qui a fini sa vie à Bogota en Colombie en 1861.

- La place des femmes

La plupart sont veuves ou célibataires et ouvrent, pour trouver un moyen d'existence, une librairie religieuse à laquelle s'adjoint parfois une mercerie. Ce fut le cas de Marie Virginie BERTAUD, Mathilde JAMIN et Marie France TOUCHARD, Phoebade DARBORD, Thérèse LABAJAUDERIE. D'autres ouvrent un salon de lecture, Mme LORIOT, Mlle SCelles, Mlles BELLERAIN et TEZON.

Quelques-unes sont plus entreprenantes et méritent qu'on s'y attarde :

La **veuve FINART née MATHÉ**. Elle s'installe libraire à Poitiers en 1828 mais n'est déjà plus là en 1836. C'est une parisienne, dont la mère était déjà libraire sous les arcades du Palais Royal pendant la Révolution. Sa mère est connue pour avoir eu un amant conventionnel qui se fit arrêter alors qu'il lui rendait visite et fut le premier des conventionnels guillotiné.

La fille avait rejoint sa mère à Louveciennes (dans les Yvelines).

La **veuve REYNÈS**. Au décès de son époux receveur des contributions, elle s'installe en 1887 libraire au 26 Place d'Armes, mais gère aussi une imprimerie avec ses fils rue du Chaudron d'Or.



Entête de facture de 1899

Mademoiselle L. BOULEAU s'installe de 1909 à 1912 au 3 rue Henri OUDIN sous l'enseigne « News Exchange », sans doute première librairie bilingue.

- Le dernier point, celui des nouvelles collections

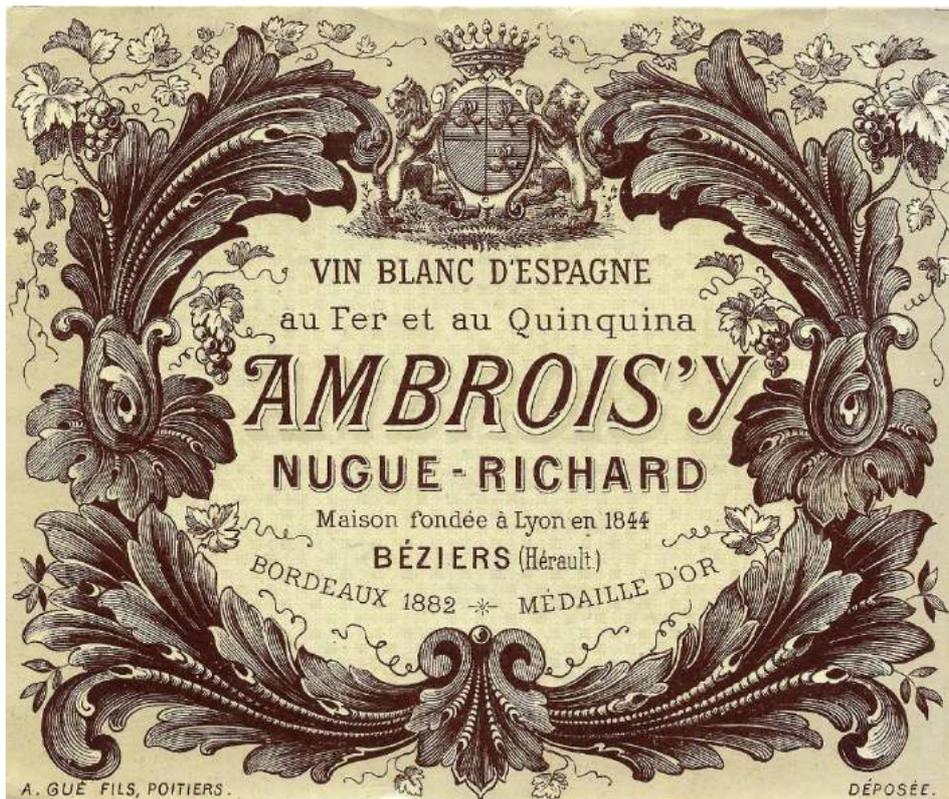
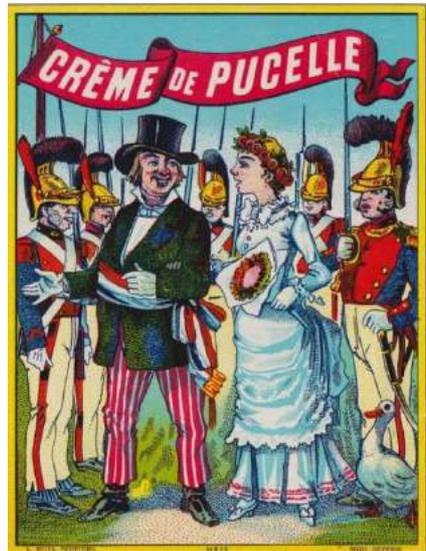
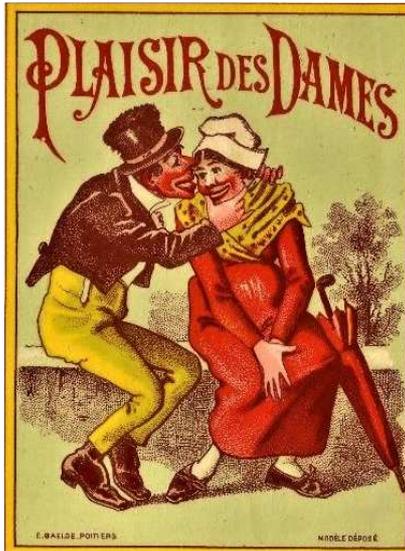
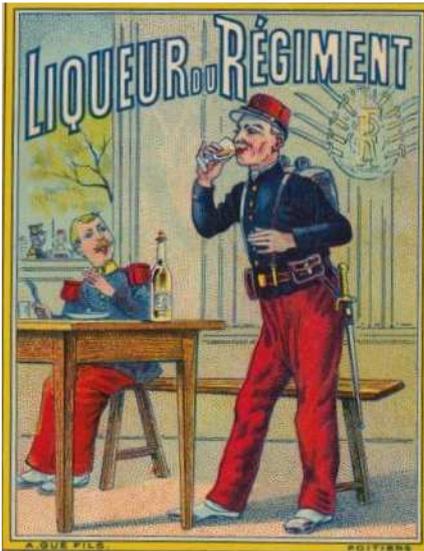
Quatre éditeurs d'étiquettes.

Arthur GUÉ, Elie BAELDE et Lucien RUEL se sont succédés au 26 Place d'Armes de 1882 à 1962, puis pour la maison RUEL jusqu'à nos jours au 103 route de Nouaillé, pour imprimer des étiquettes de luxe pour alcools et conserves de fruit.



Le 26 est l'immeuble à gauche du cinéma Le Castille, avec un porche qui donnait accès à un vaste couloir rejoignant la rue Charles Gide.

Les étiquettes passe-partout sont numérotées et des catalogues tarifaires permettent d'estimer l'ampleur de la collection d'ethylabelophilie.



L'imprimerie **RICHARD-LALEU** a pour origine un petit imprimeur de Sauzé-Vaussais, Charles RICHARD, qui éditait notamment les cartes postales de C Lestin. Sa fille épousa Philippe LALEU qui transféra l'imprimerie à Poitiers, en 1946 rue du Général Demarçay. Ce n'est qu'à la fin des années 1950 que l'entreprise fut déplacée d'abord sur Saint Benoit puis sur Iteuil, tout en maintenant l'inscription « RICHARD-LALEU POITIERS » sur ces productions d'étiquettes pour les laiteries et fromageries.

La consultation d'un site de **tyrosémiophilie** fut très intéressante pour dater les étiquettes tant la législation sur les mentions obligatoires sur le plan sanitaire mais aussi fiscal est précise.



Cette étiquette est postérieure à 1948 (la période de rationnement limitant à 30% le taux de matière grasse est terminée) mais antérieure à 1954 car il n'y a pas encore le code désignant la laiterie.



Sur la première étiquette, la mention Loire Atlantique nous indique qu'elle est postérieure à 1957, mais antérieure à 1986 car le poids net n'y figure pas.

Pour la seconde, la bande bleue portant le pourcentage de matière grasse, nous informe qu'elle est postérieure à 1971.



❖ *Les documents présentés sont tous propriétés de l'auteur*